LE LIVRE NOIR DE L'OCCUPATION ISRAÉLIENNE

LES SOLDATS RACONTENT

autrement

Extrait de la publication

BREAKING THE SILENCE

LE LIVRE NOIR DE L'OCCUPATION ISRAÉLIENNE

LES SOLDATS RACONTENT

« C'est un monde complètement différent là-bas, avec des règles complètement différentes. Dans ce monde-ci, cette histoire est inacceptable, en tout cas pour moi… Là-bas, c'est tellement naturel. Les règles sont tellement différentes. Personne ne comprend ça à moins d'avoir été là-bas. »

Réveiller un village en pleine nuit à coups de grenades pour faire régner la terreur, démolir des maisons au prétexte de chercher des armes qui ne s'y trouvent pas, passer à tabac des prisonniers menottés, participer à des opérations de vengeance meurtrière, arrêter des enfants, annexer des terres, tuer et s'en trouver félicité : dans les Territoires occupés de Palestine, l'insupportable est devenu banal.
En 145 témoignages, les soldats de l'armée israélienne racontent leur quotidien fait de violences ordinaires et de tensions permanentes. Dans ce que certains décrivent comme un Far West, les limites morales de chacun sont sans cesse mises à l'épreuve. Et tous sont marqués à vie. Dix ans d'enquête ont permis à l'organisation Breaking the Silence de récolter ces paroles de guerre qui disent les objectifs réels de la politique israélienne dans les Territoires : renforcer son emprise sur la terre et contrôler la population palestinienne.

Breaking the Silence, l'une des ONG israéliennes les plus reconnues à l'étranger, a été fondée en 2004 à Jérusalem par des vétérans de Tsahal afin de recueillir les témoignages des soldats ayant servi dans les Territoires occupés de Cisjordanie et dans la bande de Gaza.
Zeev Sternhell, le préfacier, est professeur émérite de sciences politiques à l'Université hébraïque de Jérusalem.

Traduction de l'anglais (États-Unis) par **Samuel Sfez**.

Illustration de couverture :
© Alex Majoli / Magnum Photos (détail).
Imprimé et broché en Italie
–
Retrouvez toute notre actualité sur
www.autrement.com
et rejoignez-nous sur **Facebook**

Extrait de la publication

Avec le soutien du CNL Centre national du livre

Le livre noir
de l'occupation israélienne

Titre original : *Our Harsh Logic. Israeli Soldiers' Testimonies from the Occupied Territories 2000-2010*, © 2012 by Breaking the Silence, publié par Metropolitan Books, Henry Holt and Company, New York.
English-language translation © 2012 by Breaking the Silence.
All rights reserved.
Originally published in Israel in 2010 under the title *Kibush HaShtachim* by Breaking the Silence, Jerusalem.
Cartes réalisées par Shai Efrati, adaptées par Aurélie Boissière.

Le suivi éditorial a été assuré par Marion Chatizel.

© Éditions Autrement, Paris, 2013, pour la présente traduction.
www.autrement.com
ISBN : 978-2-7467-3762-4. N° d'édition : L.69EHAN000938.N001.
Dépôt légal : octobre 2013.
Achevé d'imprimer en août 2013 par Grafica Veneta, Italie.

Extrait de la publication

Breaking the Silence

Le livre noir de l'occupation israélienne

Les soldats racontent

Préface de Zeev Sternhell
Traduction de l'anglais (États-Unis) de Samuel Sfez

Éditions **Autrement**

Extrait de la publication

Préface
Les briseurs de glace

par Zeev Sternhell

Les auteurs des textes que l'on va lire sont connus en Israël sous la dénomination *shovrei shtika*, en hébreu « briseurs de silence ». Pour ma part, je préfère dire « briseurs de glace », ce glacier qui recouvre les Territoires occupés et en fait un monde aussi éloigné d'Israël (à l'ouest de la Ligne verte) que le pôle Nord. Ces hommes et ces femmes, soldats, sous-officiers et officiers de l'armée israélienne, ne se distinguent de leurs compatriotes que par une chose : ils ont choisi de dire tout haut ce que tout le monde sait mais ne pense que tout bas. C'est cette conspiration de conformisme, de silence et de refoulement qui règne dans une classe politique qui préfère ne pas voir et ne pas comprendre pour ne pas avoir à réagir que ces soldats sont venus rompre. Mais en forçant tous leurs compatriotes à se regarder dans le miroir, ils suscitent un malaise qui en dit long aussi bien sur le mal que leurs témoignages contribuent à mettre en lumière que sur les faiblesses de notre société. Car trop nombreux sont parmi nous, Israéliens, surtout au sein de nos élites, ceux qui voudraient faire comme si les Territoires occupés n'existaient pas. C'est pourquoi ce livre que les éditions Autrement mettent aujourd'hui sous les yeux du public français est le bienvenu : en montrant que l'occupation des territoires conquis lors de la guerre des Six Jours de juin 1967 constitue le plus grand désastre

Extrait de la publication

de l'histoire du sionisme, ce livre dérange, il sonne le tocsin et nous presse de nous ressaisir.

Voilà pourquoi la droite dure israélienne voit en ces témoins, qui mettent à jour sa vraie nature à la face du monde, des traîtres. Pour ma part, ces hommes et ces femmes, soldats d'une armée dans les rangs de laquelle j'ai combattu et à laquelle j'ai appartenu pendant plus d'un tiers de siècle, affichent les plus hautes vertus de citoyen, au premier rang desquelles vient le courage. Et le courage intellectuel et moral se place à un échelon plus élevé encore que le courage physique. Les auteurs des témoignages que l'on va lire n'ont pas hésité à nous présenter un miroir : nous nous sommes regardés dans la glace et n'avons pas aimé l'image qu'elle nous renvoyait. C'est la raison de l'hostilité que ces combattants rencontrent souvent, à droite mais aussi dans certains milieux du centre et de la gauche particulièrement conformistes. Mais l'essentiel réside non seulement dans la réalité que décrivent ces textes mais dans le défi qu'ils nous posent : quel avenir voulons-nous pour notre pays et pour les générations futures ? Quelle existence nous attend si l'occupation se poursuit, si la colonisation se développe et réduit à néant les chances de la société israélienne de préserver les quelques vertus et valeurs d'antan ? Peut-on prétendre aux qualités d'une société ouverte, libre et démocratique tout en acceptant le *statu quo* ? Car la situation qui fait, en Cisjordanie, la réalité de tous les jours est une situation coloniale, et c'est contre ce malheur que se lèvent les briseurs du silence. Cela signifie que l'on ne pourra jamais mettre fin aux pratiques ici décrites si l'on ne met pas fin à la colonisation et à l'occupation. Mais pour pouvoir mettre un terme aux comportements dénoncés dans ces pages, il faut se pencher sur leur raison d'être, il faut comprendre ce qu'est le grand dessein de la droite israélienne au pouvoir mais également la nature profonde du conflit israélo-palestinien et ses implications pour chacune des deux sociétés.

Je dirai tout de suite que mettre fin au conflit entre Israël et ses voisins palestiniens est possible, à la condition que les Arabes et les Israéliens acceptent le principe de l'irréversibilité de la situation créée à la fin de la guerre de 1948-1949, cette guerre d'Indépendance israélienne qui est aussi la Nakba, ou le désastre palestinien.

Une telle reconnaissance est capitale pour les deux peuples et capitale pour la région dont l'importance mondiale n'est pas à démontrer. Il en est ainsi d'autant plus que c'est cette question qui déchire les deux sociétés comme aucune autre.

En ce qui concerne la société israélienne, si l'on va au fond des choses, en laissant de côté la phraséologie habituelle, si l'on essaie de comprendre pourquoi les négociations sont au point mort depuis l'arrivée d'Ariel Sharon au pouvoir, en 2001, il faut se pencher sur le grand dessein de la droite nationaliste aux deux facettes, l'une laïque et l'autre religieuse. On s'aperçoit ainsi que l'objectif essentiel poursuivi par cette droite dure est la destruction du statut fondateur de la guerre d'Indépendance et de la création de l'État d'Israël. Pour la droite nationaliste, c'est seulement quand ce but aura été atteint que sera possible la poursuite de la conquête du sol et que, *ipso facto*, la création d'un État palestinien deviendra impossible. Il ne faut pas tomber dans le piège du jargon diplomatique de Benjamin Netanyahu, revenu au pouvoir en 2009 et reconduit en 2013 : quand on l'écoute bien et quand on connaît les codes de la langue de bois qu'il utilise souvent, ses intentions apparaissent clairement. On comprend ainsi pourquoi la colonisation de la Cisjordanie se poursuit sans répit depuis le jour où il a franchi pour la troisième fois le seuil du bureau du Premier ministre.

Car, si la guerre d'Indépendance, qui a coûté aux Juifs de Palestine la mort de un pour cent de la population et a permis cette révolution dans la condition juive que constitue l'accession à la souveraineté, n'était perçue que comme une guerre de plus dans la longue lignée des combats qui émaillent l'histoire du sionisme, notre perspective changerait radicalement et deux des grands résultats de cette guerre perdraient leur statut spécial dans l'histoire du mouvement national juif. Or, les deux produits majeurs de cette guerre sont d'abord l'acquisition des frontières à l'intérieur desquelles les Juifs ont accédé à la souveraineté, ensuite la création du concept de citoyen. Pour la première fois, à la qualité de Juif, défini par son histoire, sa culture et sa religion, se superpose un concept politique et juridique, porteur de valeurs universelles et donc de droits de l'homme : le concept de citoyen. Ce sont ces acquis de la fondation de l'État que la droite au pouvoir s'efforce aujourd'hui de remettre en cause. À première

Extrait de la publication

vue, cela peut paraître un paradoxe, mais en réalité, cette démarche affiche une grande logique.

En effet, la droite comprend fort bien que si l'on regarde la création de l'État et l'accession à la souveraineté comme une véritable césure dans l'histoire juive – aussi bien grâce au nouveau concept politique et juridique qui venait d'être créé que par le fait que, pour la première fois, la nouvelle entité nationale se donnait des frontières –, le long processus de conquête de la terre semble parvenu à sa fin. Une telle vision du sionisme constitue pour la droite nationaliste un danger existentiel, et c'est pourquoi défaire aussi rapidement que possible les acquis de 1948-1949 devient une priorité absolue. Mais ce n'est pas pour elle le seul danger… Cette normalisation de la condition juive, qui a été le grand objectif du sionisme des fondateurs, depuis la création du mouvement sioniste par Théodore Herzl, porte en elle une autre menace : celle de la conception utilitaire et libérale de l'État, libérale dans le sens classique et noble du terme, celui des droits de l'homme et de la primauté de l'individu. Car, pour la droite, la fonction de l'État n'est pas de garantir les droits de l'individu, la démocratie, l'égalité devant la loi, ni même d'assurer à sa population une vie décente : l'État existe pour poursuivre la conquête de la terre d'Israël, aussi loin que possible au-delà de ces malheureuses lignes de cessez-le-feu de 1949, dites lignes de 1967, et de ce fait rendre impossible l'existence d'une autre entité politique sur cette terre. Assurément, Netanyahu et certains des siens – à l'exception du très influent nouveau ministre de la Défense, le général Moshé « Bougui » Yaalon, qui, lui, ne craint pas l'opinion publique internationale et s'exprime honnêtement –, tout comme les nouveaux arrivants prétendument centristes aux fauteuils ministériels en février 2013, acceptent le principe de deux États pour ne pas se couper de leurs alliés américains et européens, mais en même temps ils font tout pour que l'État palestinien ne puisse voir le jour ou, dans le meilleur des cas, pour qu'il devienne un vassal d'Israël. Avec la Cisjordanie découpée en peau de léopard par la colonisation israélienne, cette entité palestinienne n'aurait d'État que le nom.

Cependant, il faut tout de suite mettre les points sur les *i*. Si l'acceptation du caractère définitif du cadre territorial acquis en 1949

Extrait de la publication

constitue la seule base sur laquelle puisse être envisagé le règlement du conflit israélo-palestinien, ce principe ne saurait être à sens unique. Depuis la conférence de Madrid de 1991 et les accords d'Oslo de 1993 jusqu'à ce jour, en passant par la réunion de Camp David de l'an 2000, la conférence d'Annapolis de 2007 et les quatre années investies par Hillary Clinton au nom de la première administration Obama dans la recherche d'un début de solution, tous les efforts de paix ont échoué : ni les uns ni les autres ne possèdent l'énergie intellectuelle et morale nécessaire pour accepter les résultats de la guerre de 1948-1949.

Évidemment, un tel consentement est objectivement plus douloureux pour les Palestiniens que pour les Israéliens : après tout, on leur demande d'accepter définitivement leur défaite historique. Concrètement, cela signifie pour eux l'abandon de leur revendication majeure : le retour en Israël des réfugiés de 1948-1949. Si les Palestiniens pouvaient accepter le caractère définitif des frontières de 1949 et de ce fait abandonner cette revendication, la droite dure serait rapidement balayée.

De leur côté, les colons israéliens et leurs représentants au gouvernement soulignent à raison l'absence de fondement historique et de racines de la Ligne verte. Mais l'épée est à double tranchant : si Israël annulait la ligne de 1949, à son tour le monde arabe ne serait plus lié par elle. Quel intérêt aurait donc Israël à saper lui-même les fondements d'une légitimité acquise lors de la création de l'État-nation juif ? Pour la gauche israélienne, la tâche urgente consiste donc à renforcer la position de la ligne de cessez-le-feu dans l'esprit des jeunes Israéliens, victimes du lavage de cerveau des gouvernements de droite, afin d'établir, une fois pour toutes, que l'on ne saurait revenir sur les résultats de la guerre d'Indépendance. En d'autres termes, une telle démarche sous-entend que les Israéliens ne tenteront pas d'étendre leur frontière à l'est, tandis que les Palestiniens renonceront aux velléités du retour à l'ouest de la ligne de cessez-le-feu de 1949.

Cela étant dit, je voudrais insister une nouvelle fois sur le fait que les raisons véritables du refus du cadre territorial de 1949 de la part de la droite israélienne ne résident pas dans une quelconque conjoncture politique ou des considérations de sécurité, mais dans sa

Extrait de la publication

conception même du sionisme. Comme je l'ai déjà mentionné plus haut, la droite au pouvoir voit dans la reconnaissance de la situation créée en 1949 le point d'arrivée de la conquête du sol, le grand ennemi du sionisme. Pour elle, le sionisme n'a pas été un mouvement de sauvetage d'un peuple en danger, comme cela le fut déjà avant la Seconde Guerre mondiale, ce n'est pas la conquête de l'indépendance et de la souveraineté, c'est un mouvement en devenir constant, et le critère de son succès ou de son échec est sa capacité d'imposer sa volonté à son environnement. Il s'ensuit que les lignes d'armistice de 1949, auxquelles on se réfère le plus souvent (en les appelant « frontières de 1967 » ou « Ligne verte »), ne sont en aucune façon des frontières mais, comme leur nom l'indique, des lignes de cessez-le-feu. Ces lignes, ainsi va l'argument, ont été emportées par la guerre des Six Jours. Ce qui fait que la colonisation des territoires conquis en juin 1967 n'est pas moins légitime que la colonisation, dans un passé plus ou moins éloigné, du Néguev, de la Galilée, des vallées agricoles du Nord, ce berceau du kibboutz et du paysan-soldat, ou, si l'on préfère, de la renaissance nationale juive.

Cependant, l'essentiel est ailleurs. Au mois de juin 2011, en visite chez son grand ami Berlusconi, alors au pouvoir à Rome, Netanyahu lança une nouvelle idée : le conflit est insoluble parce que ce n'est pas un conflit territorial. Sa racine est ailleurs. Aussi longtemps que le président de l'Autorité palestinienne, Abu Mazen, ne reconnaît pas Israël comme un État juif, il n'y a pas moyen de parvenir à un accord. Quelques jours plus tard, il est revenu sur cette idée à la tribune de la Knesset et il la répète de nouveau à satiété en ce début de mai 2013, pour mettre des bâtons dans les roues du nouveau secrétaire d'État américain, John Kerry, occupé à relancer les négociations. En effet, à la suite de la visite de Barack Obama à Jérusalem en mars 2013, la politique américaine commence quand même à porter des fruits : la Ligue arabe vient d'offrir à Israël reconnaissance et normalisation, contre un retour aux frontières de 1967 améliorées, avec des échanges de territoires. Cette dernière clause signifie que les grosses colonies proches de la Ligne verte resteraient en place. Par ailleurs, cette nouvelle initiative de la Ligue arabe, qui vient après

Extrait de la publication

celle du sommet de Beyrouth de mars 2002, implique un abandon de fait du « droit de retour ».

Depuis un certain temps déjà, la droite se prépare à ce genre de « malheur » qui lève l'obstacle majeur à la fin du conflit. Au début du mois d'août 2012, alors que l'on sait déjà que de nouvelles élections approchent, un groupe de quarante députés de droite et du centre soumet un projet de loi constitutionnelle en vertu duquel Israël serait défini comme « l'État-nation du peuple juif ». L'objectif de la loi, selon le texte explicatif qui l'accompagne, est clair : obliger les tribunaux à reconnaître, chaque fois que la définition en vigueur de l'État – « juif et démocratique », le concept « démocratique » impliquant l'égalité de tous les citoyens – n'est pas compatible avec « juif », que la préséance revient au national. Ainsi est établie une hiérarchie sans appel : alors que la loi fondamentale de l'État cherche à tenir la balance égale entre le national, c'est-à-dire le particulier, et l'universel, la droite subordonne l'universel au particulier. À la suite des dernières élections législatives de février 2013, une nouvelle coalition se forme. En dépit de son caractère plus centriste, elle reprend à son compte le projet que la Knesset précédente n'avait pas eu le temps de codifier. Mais, de fait, la situation s'est encore détériorée : au soi-disant projet centriste, quelque peu plus modéré, s'ajoute fin mai une seconde proposition de loi rédigée par Yariv Lévine, le leader de la majorité parlementaire à la Knesset, qui, si elle finit par être adoptée, introduira l'apartheid dans la législation israélienne.

Parvenus à ce point, les gens raisonnables et rationnels se demanderont : en quoi au juste et pourquoi la question de « l'État juif » se pose-t-elle tout à coup avec une telle acuité ? Et d'ailleurs, en quoi est-ce l'affaire des Palestiniens ? Pourquoi est-ce une condition préalable à tout accord ? La réponse se trouve dans le fait que, dans l'esprit des leaders de la droite, la reconnaissance d'Israël par les Palestiniens comme un État juif équivaudrait à l'acceptation par les Palestiniens de ces deux grands principes que sont, d'une part, la reconnaissance des droits historiques inaliénables des Juifs sur la Palestine, ou plutôt sur la terre d'Israël, sur toute la terre, et, d'autre part, le consentement des Arabes, de tous les Arabes, y compris les citoyens d'Israël, à un statut d'infériorité. Ce qui en clair

Extrait de la publication

signifierait que les Palestiniens admettent non seulement la légitimité du sionisme mais la suprématie juive. Ce qui signifierait aussi que toute personne née de mère juive à Paris, à New York ou à Buenos Aires, possède un droit de propriété sur la terre d'Israël, alors que le Palestinien né dans un village de Cisjordanie, à Jérusalem ou à Naplouse ne peut jamais prétendre à la propriété de la terre sur laquelle il vit.

Ici, pour comprendre la profondeur de l'impasse, il faut regarder les choses sur la longue durée. Comme dans d'autres mouvements nationaux, dans le sionisme, de tout temps, la primauté revenait à la culture et à l'idéologie. Comme partout en Europe centrale et orientale, où le sionisme a vu le jour, ces régions où des communautés ethniques et religieuses se déchiraient et combattaient pour leur survie culturelle et pour leur indépendance politique, dans notre cas aussi la nation a précédé l'État. Partout la conquête de l'indépendance et de la souveraineté venait en premier lieu, partout l'entité nationale se définissait par la culture, la langue et la religion. Tout le reste était secondaire. Par tout le reste, j'entends les grandes idéologies politiques de l'époque : libéralisme, socialisme, marxisme, y compris l'austro-marxisme, cette synthèse de marxisme et de nationalisme à laquelle s'était aussi employé Ber Borochov, le plus important penseur sioniste.

En Palestine, le nationalisme juif représentait une version relativement modérée de nationalisme, au sens où il n'a jamais développé de sentiment de supériorité ethnique ou de haine raciale envers les Arabes. Mais, comme pour tous les autres nationalismes, les piliers du nationalisme juif étaient l'histoire et la religion, non pas le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, droit universel et en tant que tel valable aussi bien pour les Arabes que pour les Juifs. Notre nationalisme n'a pu échapper à la contradiction essentielle propre à tout nationalisme, entre les valeurs universelles et le particularisme inhérent à la spécificité culturelle et historique. À cela s'ajoutait évidemment le combat pour le sol.

Voilà où se trouve à mon sens le cœur du problème : aussi longtemps que se poursuivait la guerre pour la conquête du sol sur lequel serait fondée l'indépendance juive et sur lequel les Juifs se donneraient un toit qui leur avait si cruellement manqué tout au long de la

première moitié du XXe siècle, les droits historiques prenaient fatalement le pas sur les droits de l'homme. Le nationalisme conquérant ne pouvait accepter le principe de l'égalité des droits pour les Arabes sur la même terre. Mais si la conquête du sol était parvenue à son point final en 1949, le partage de la terre par la Ligne verte aurait pu créer une situation nouvelle et servir de nouveau départ. C'est là que se situe l'échec historique de la génération de 1949, puis des deux générations qui ont suivi, la mienne et celle qui est aujourd'hui au pouvoir.

Il importe d'insister sur ce point : si l'on ne saisit pas la dimension historique et intellectuelle des problèmes politiques actuels, la réalité que nous avons sous les yeux perd toute cohérence et ces problèmes paraissent insolubles. En effet, la véritable origine du mal réside dans le fait que le triomphe de la guerre d'Indépendance ne soit pas devenu dans notre histoire une ligne de partage des eaux, et que la création de l'État n'ait pas produit un bond en avant sous forme de nouvelles idées et d'une nouvelle mentalité. Au lieu de considérer la création de l'État comme la fin du processus de fondation et comme le premier pas vers la normalisation, l'élite politique israélienne se trouva prise dans un engrenage qui la conduisit à poursuivre l'action menée tout au long de la période préétatique. La solidité du cadre conceptuel tout comme celle des structures institutionnelles héritées de cette période était telles que la transition de la communauté combattante à l'État constitué fut à peine ressentie.

Éclate le coup de tonnerre de juin 1967 : comment l'interpréter et que faire de cette victoire ? Faut-il y voir un simple accident, fruit d'un mauvais calcul égyptien et jordanien, qu'il conviendrait d'exploiter pour faire la paix en utilisant les territoires conquis comme monnaie d'échange, ou au contraire ne faut-il pas en faire une suite logique de la guerre d'Indépendance ? Doit-on considérer l'issue de cette nouvelle guerre comme une occasion de poursuivre l'œuvre de conquête inachevée en 1949 ou, au contraire, annoncer à la face du monde arabe que tous les objectifs du sionisme ayant été atteints dans les lignes du cessez-le-feu de 1949, la conquête de la terre et sa colonisation, qui étaient une nécessité existentielle jusqu'à la création de l'État, ont cessé de l'être après 1949 ? En d'autres termes : ce qui était

Extrait de la publication

bon et juste dans le passé a cessé de l'être dès le moment où les Juifs ont pu se donner un toit et, en appelant au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, devenir un peuple comme les autres.

Ce principe véritablement révolutionnaire dans l'histoire d'Israël, et dont la signification immédiate aurait été la reconnaissance de la Ligne verte de 1967 comme la frontière définitive du territoire national, les Israéliens, à quelques exceptions près, ont été incapables de l'énoncer. Pour le faire, il eût fallu que la gauche au pouvoir à l'époque soit nourrie de valeurs universelles, de l'idée de droits de l'homme et non seulement du particularisme culturel et politique du nationalisme. Mais puisqu'elle plongeait ses racines dans le nationalisme intégral, ce langage, aucun homme politique ne savait le tenir ; ce principe, les élites politiques travaillistes au pouvoir, à quelques exceptions près, n'étaient pas armées pour le poser. Il ne s'agissait pas seulement de principes, mais de la capacité de résister à la tentation de saisir l'occasion pour mettre à profit la faiblesse arabe. Ainsi l'accident de juin 1967 a-t-il engendré la colonisation qui s'est développée en ce qu'elle est aujourd'hui, c'est-à-dire le grand désastre de l'histoire du sionisme et une menace réelle sur l'avenir de l'État juif. Ce ne sont pas les Palestiniens qui menacent l'existence d'Israël mais les colons fanatiques de Cisjordanie.

En règle générale, les nationalistes, tous les nationalistes, y compris les Palestiniens, s'intéressent davantage au passé qu'à l'avenir. Du côté de la droite israélienne, le refus d'accepter le caractère définitif de la situation créée en 1949 est aussi lié à la crainte que la reconnaissance des droits nationaux des Palestiniens ne finisse par saper les droits historiques des Juifs. Car si nous nous refusons le droit de coloniser les territoires conquis en 1967, sur quoi exactement repose la légitimité de la colonisation d'avant 1949 ? Les Palestiniens tiennent le même raisonnement, seulement en sens inverse : puisque la colonisation d'après 1967 est illégitime, il en est exactement de même en ce qui concerne celle d'avant 1949.

Ce type de raisonnement fut à la base de la paralysie de ces quelques « pragmatistes » qui, dans les années 1960 et 1970, avec les travaillistes au pouvoir jusqu'en 1977, sentaient instinctivement que la colonisation des territoires récemment conquis constituait une erreur colossale. Mais ces hommes manquaient cruellement

Extrait de la publication

d'alternative idéologique à opposer à tous ceux, de loin plus nombreux et plus puissants, qui exigeaient l'implantation immédiate des droits historiques du peuple juif sur la terre de la Bible, des prophètes, des rois et des juges. La mystique de la terre et de l'histoire commençait ainsi à dicter la politique territoriale de l'État, et il en est ainsi jusqu'à ce jour. La dialectique de la force commençait, elle aussi, à jouer pleinement son rôle : la puissance militaire israélienne, le développement économique remarquable, l'intégration d'un million de nouveaux immigrants venus de l'ancienne Union soviétique, l'incapacité totale de la communauté internationale d'infléchir les positions israéliennes les plus dures sont considérés encore et toujours comme autant de preuves de la solidité de l'argumentation nationaliste.

La majorité de nos compatriotes sait que la situation actuelle mène non pas vers une coexistence de deux États mais, à long terme, soit vers une situation coloniale qui ne dit pas son nom, soit vers un État binational en guerre civile permanente. Tout le monde sait également que le conflit reste une source de malheurs sans fin. Mais mettre un terme à l'occupation et à la colonisation exige que l'on accepte l'affrontement nécessairement violent avec les colons. Menacés d'une guerre civile, les Israéliens préfèrent encore combattre les Palestiniens.

Les réalités décrites dans les témoignages que l'on va lire expriment bien ce choix. Les colons dictent la loi dans les Territoires occupés et le droit israélien n'y est pas appliqué. Cette situation est bien connue en Israël. En 1982 déjà, le rapport remis par une commission nommée par le procureur général de l'État, Yitzhak Zamir, et présidée par Judith Karp, procureur général adjoint, décrivait le vide juridique dans les Territoires occupés : la loi israélienne était bafouée au vu et au su de tout le monde. En fait, aucun lecteur de ce rapport ne pouvait se tromper : les forces de l'ordre étaient au service d'une politique de colonisation et d'annexion de fait, qui n'osait dire son nom par crainte de sanctions internationales. Le rapport étant resté lettre morte, Judith Karp présenta sa démission. Près d'un quart de siècle plus tard, en 2005, un second rapport fut soumis par Talia Sasson, conseillère spéciale du Premier ministre pour les colonies

illégales (*sic*), et allait dans le même sens : la colonisation se poursuivait, contrairement aux dispositions de la législation israélienne et de la politique officielle du gouvernement, mais elle était en fait financée par divers ministères dans des conditions de quasi-clandestinité.

En effet, une culture maffieuse s'est développée en Cisjordanie, depuis les premiers jours de la colonisation, quand ministres, généraux et hauts fonctionnaires la favorisaient en sous-main, malgré les directives officielles et la loi qui protégeait la propriété privée. Ces directives avaient pour seul objectif d'infléchir les critiques étrangères. Une fois sur place, une colonie nouvelle, qui officiellement n'existait pas, jouissait automatiquement de la protection de l'armée, puis se trouvait comme par miracle branchée sur les réseaux d'eau et d'électricité. Une route dont l'armée avait tout à coup un besoin impératif, comme par hasard au pied d'une colline nouvellement occupée, était tracée, les terres arables convoitées par les colons étaient confisquées pour des besoins de sécurité, et ainsi de suite. Ainsi se créa une atmosphère où tout était permis, où le colon armé était roi et où le pays tout entier se pliait à ses volontés. Mais en réalité, ces volontés étaient aussi celles du pouvoir en place : de ce cercle vicieux, nous ne sommes pas encore sortis. En cette fin mai 2013, quatre colonies dites « sauvages » allaient être blanchies en dépit des protestations de Washington, c'est-à-dire allaient acquérir une existence légale : ce vocabulaire appartenant au langage maffieux, comme le note un éditorial du journal *Ha'aretz* du 19 mai 2013, est celui du gouvernement et de l'Administration de notre pays.

Il serait donc naïf de s'attendre à un effort de l'État qui entraverait la construction illégale de logements, de routes ou la liberté de manœuvre des colons. Dans la perspective des colons, dans la liberté dont ils jouissent s'inscrit également le droit de rendre misérable la vie des villageois arabes dont on convoite encore et toujours les terres ou à qui on tient seulement à montrer qui sont les maîtres. En réalité, la société israélienne est aujourd'hui prisonnière des colons. Ce qui fait que le seul résultat tangible de ces deux rapports fameux fut la démission, forcée de fait, de leurs auteurs. Les deux juristes militent aujourd'hui dans les rangs d'organisations de défense des droits de l'homme. D'autres organismes de défense des

Extrait de la publication

droits de l'homme comme B'Tselem, Yesh Din, ainsi que l'équipe de La Paix maintenant, qui depuis de longues années suit le développement de la colonisation dans les Territoires occupés, sont les porte-drapeaux des valeurs universelles. C'est au service de ces mêmes valeurs que se mettent les auteurs des témoignages ici présentés. Ces femmes et ces hommes sont l'honneur de notre société.

Extrait de la publication

Extrait de la publication

Table des matières

Préface
Les briseurs de glace *par Zeev Sternhell* 5

Introduction 19

Première partie
Prévention : intimider la population palestinienne 27

Deuxième partie
Séparation : contrôle, expropriation et annexion 129

Troisième partie
La trame de vie : administrer la vie civile palestinienne 215

Quatrième partie
Application de la loi : un double régime 293

Cartes 384

Notes 390

Glossaire 394

Remerciements 397

Extrait de la publication